

Perspectives 2017

DIPLOMATIE

# Réapprendre à regarder l'Afrique

**Algérie Afrique, les retrouvailles ? Les nouvelles ambitions ? Le retour au bercail ? Le nouveau terrain de bataille Alger-Rabat ?... Autant d'interrogations induites par un regain d'intérêt que le continent africain a provoqué en ces deux dernières années et plus encore au cours de celle qui vient de s'écouler.**

La politique africaine de l'Algérie a sans doute été au cœur des relations internationales de l'Algérie en 2015 et 2016. Qu'est-ce qui motive cette soudaine reprise d'intérêt de notre pays vis-à-vis de notre continent ? Qu'est-ce qui fait courir à Alger les protagonistes africains dans certains conflits ? Qu'est-ce qui, tout d'un coup, a amené nos stratégies économiques à tenter de se tourner vers l'Afrique ? Autant de questions et bien d'autres lorsque l'on tente un bilan de ces relations. Un bilan qui ne peut, cependant, faire l'économie des fondements de notre politique africaine et des adaptations ou pas, que lui aurait fait subir la conjoncture internationale.

La doctrine en matière de politique étrangère de l'Algérie a toujours été basée, depuis l'indépendance, sur des principes de toute évidence immuables : souveraineté des Etats ; droit à l'autodétermination ; non-ingérence dans les affaires internes des Etats ; règlement pacifique des conflits ; intangibilité des frontières héritées du colonialisme ; bon voisinage et non intervention armée en dehors de nos frontières.

Dans les premières années de l'indépendance, l'Algérie, qui jouissait d'une très grande considération eu égard à sa révolution libératrice, a renforcé cette considération en aidant les mouvements de libération des pays encore sous domination coloniale, faisant de la capitale algérienne «La Mecque des révolutionnaires».

## De l'Algérie modèle pour l'Afrique à l'Algérie absente du continent

Les aides financières, d'une part, et d'autre part, les actions culturelles entreprises (notamment les festivals panafricains) ou encore les semaines africaines organisées dans le Sud avec des velléités d'échanges commerciaux directs avec les pays frontaliers donnaient à voir un pays locomotive, qui a assis un positionnement incontournable du fait que le pays était pris pour modèle.

Avec la mort de Boumediène, puis celle de quelques grands leaders du continent, le volontarisme et la solidarité agissante en faveur des pays les plus démunis se sont quelque peu estompés. Mais les disparitions de dirigeants n'expliquent pas tout. L'Algérie allait être confrontée d'abord à des difficultés économiques inextricables, à des soulèvements populaires et des troubles d'une ampleur qu'elle n'avait alors jamais connue, puis à l'apparition du terrorisme qui allait plonger le pays dans le chaos.

L'Afrique ne constituait plus alors une préoccupation pour les dirigeants algériens. Il fallait survivre et en même temps convaincre l'Europe et les Etats-Unis que le terrorisme est une réalité, comme l'était d'ailleurs la résistance populaire à son implantation et sa propagation, donc convaincre aussi que malgré tout, le pays reste stable et que l'on pouvait l'avoir comme interlocuteur. C'est lors de cette période où l'Algérie a déserté le continent que le voisin marocain a choisi pour se tourner vers l'Afrique, aidé en cela par la France qui ne s'est jamais départie (jusqu'à ce jour d'ailleurs) de sa doctrine et de son ambition de la France-Afrique, consistant à vouloir garder sous sa coupe, ses anciennes colonies et pourquoi pas, le

plus de pays possibles du continent ; à gérer leurs richesses et décider de leur gouvernance.

A l'issue de la décennie noire et avec l'embellie financière inhérente aux coûts, en très haute hausse, du pétrole, l'Algérie n'a pas plus réorienté ses relations vers les pays du continent. Au plan économique, notamment, le pouvoir a résolument orienté ses relations vers les pays du Nord qui ont profité de la manne pétrolière en toute quiétude. Est-ce à dire qu'aucune action envers le continent n'était enregistrée ? Non, mais l'effort a surtout été politique et tout était entrepris dans un cadre institutionnel, notamment au sein de l'Union africaine et de ses démembrements, sans que ces actions ne soient accompagnées d'une réelle politique de communication sur son entreprise dans ce domaine.

## Un retour effectif mais silencieux sur la scène africaine

Les principes qui ont toujours fondé la politique extérieure de l'Algérie ont clairement été mis en œuvre, le plus souvent avec bonheur, au sein de l'Union africaine, UA, institution qui a vu la participation effective de l'Algérie très largement renforcée ces deux dernières années. Il faut rappeler que les plus importants contributeurs à l'UA sont l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Nigeria et la Libye, avant que cette dernière ne connaisse les problèmes internes. Notre pays a ainsi formé 65 000 Subsahariens (hors Maghreb) depuis 1962. Au-delà, l'investissement humain algérien dans les structures de l'organisation régionale n'a jamais cessé ou faibli mais s'est toujours effectué dans une certaine discrétion inexplicable. Le poste de commissaire à la paix et la sécurité de l'UA a toujours été tenu par l'Algérie : Lamamra avant qu'il ne soit MAE puis Cherqui qui préside aujourd'hui les destinées de ce commissariat. Les initiatives africaines de paix, de sécurité et de stabilité de l'Union africaine ont amené l'Algérie à soutenir l'architecture que l'organisation a tracée et à prendre part au Conseil de paix et de sécurité.

Sur la Somalie, par exemple, l'Algérie a apporté un soutien logistique à la Mission du maintien de la paix dans ce pays, l'Amisom. L'Algérie reste, par ailleurs, à ce jour, garante de l'accord de paix de 1993 entre l'Erythrée et l'Ethiopie, accord qui n'a jamais été violé.

L'Algérie a été, avec le Nigeria, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Sénégal, un membre fondateur du Nepad, ou nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, créé à Lusaka en 2001 par les chefs d'Etat des cinq pays. Il constitue l'un des programmes de l'Union africaine et dont la finalité est de combler le fossé qui sépare l'Afrique du reste du monde. L'idée était qu'à travers des projets précis, cet organe puisse participer à terme à une Afrique commune, comme a eu à le faire la politique agricole commune pour l'Union européenne. On n'en est pas là, mais en termes de bilans de projets communs dans le cadre de l'intégration économique, il y a 16 projets structurants dont certains datent de très nombreuses années.

Au sein du Nepad, un groupe de chefs d'Etat assure le suivi du Pida ou Programme pour le développement des



Le Forum économique algéro-africain, organisé à Alger, a lamentablement échoué.

infrastructures en Afrique. Il s'agit notamment de routes, d'aqueducs, de réduction de la fracture numérique ; en fait, d'opérations chargées de rattraper le train en marche de la mondialisation. Chaque chef d'Etat est chargé de suivre un ou deux projets.

Pour ce qui est de notre pays, il a la responsabilité de la Transsaharienne Alger-Lagos dont 100 km sont à terminer sur la partie nigérienne. Le deuxième projet est le port de Cherchell, d'ores et déjà engagé et qui devra être mis en service entre 2019 et 2020. Cette infrastructure permettra d'assurer le trafic de marchandises vers de très nombreuses villes du continent. La fibre optique d'Alger-Abuja (Nigeria) constitue un autre projet.

Enfin, le gazoduc Alger-Lagos, projet très avancé avec le partenaire nigérien. Le voisin marocain vient publiquement d'annoncer un contrat portant sur le même objet qu'il aurait récemment signé avec le Nigeria alors qu'il s'agit d'un simple mémorandum, dont la faisabilité est loin d'être acquise, surtout si ce gazoduc devait passer par l'Algérie.

Ce sont là des projets qui participent, sans aucun doute et à terme, à la construction de l'intégration économique africaine. Celle-ci ne pourra toutefois se concrétiser tant que certains problèmes politiques de taille ne sont pas encore résolus et continuent d'empoisonner les relations bilatérales. Il en est ainsi du Sahara occidental, le dernier pays africain à être encore sous domination coloniale et qui bloque tout développement majeur dans la région.

## Les entraves politiques du voisin de l'Ouest

Les principes d'autodétermination qui fondent la création de l'Union africaine, d'une part, et d'autre part, les résolutions de l'ONU sur l'organisation d'un référendum au Sahara occidental n'ont pas suffi au Maroc pour se plier aux dispositions internationales sur la question.

L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne qui confirme que l'accord commercial de libre-échange entre l'Union européenne et le Maroc ne peut être mis en œuvre au Sahara occidental conforte la position algérienne sur la question et se trouve conforme à la doctrine onusienne

dans le domaine de la décolonisation. Il reste que pour l'heure, le Maroc est loin de s'y plier. Son retrait de l'organisation, puis ses tractations lors du 4<sup>e</sup> Sommet Afrique-Monde Arabe à Malabo, en Guinée équatoriale, les 21 et 22 novembre dernier, entraînant avec lui l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, Bahreïn, la Jordanie et le Yémen pour protester contre la présence du Sahara occidental (membre fondateur de l'UA, faut-il le rappeler) n'ont eu aucun effet sur les membres de l'UA qui sont tous restés aux assises. C'est suite à cet acte qui se voulait spectaculaire et qui a fait un flop, que Nkosazana Zuma, présidente de la Commission de l'UA avait déclaré aux pays arabes : «Vous avez la Palestine, nous avons le Polisario.» Le Maroc ne désespère cependant pas de revenir au sein de l'UA. Une agitation sans pareille amène ses diplomates à sillonner le continent pour convaincre les Etats membres à l'aider à sa «réintégration». C'est ainsi d'ailleurs que l'on a même vu venir dans notre pays, et à l'étonnement général, un ministre délégué aux AE accompagné du patron des services de sécurité marocains, pour tenter de convaincre de son retour à l'UA.

De son côté, l'Algérie réitère très officiellement et à de nombreuses occasions sa position : la question, vient encore de déclarer Abdelkader Messahel, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, sera au cœur des discussions à l'occasion du prochain Sommet de l'UA fin janvier 2017, dans la capitale éthiopienne.

Notre pays, a encore précisé le ministre, est à la fois serein et vigilant. Serein, «dans le sens où l'adhésion de tout nouvel Etat doit obéir aux critères et règles qui régissent l'organisation continentale, se conformer à l'acte constitutif et respecter les droits souverains de ses Etats membres. Vigilance, d'autre part, car il existe des agendas cachés visant la division et l'affaiblissement du continent africain». Autrement dit, il est hors de question d'évoquer une «réintégration» mais il s'agit bien, pour l'Algérie et tous ceux qui soutiennent la RASD, d'une adhésion qui obéit aux règles de l'UA et qui n'admet aucune condition.